

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 31/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières SAVIANE Frères

BEAUNOTTE

Références : 2023-206
Code AIOT : 0005402361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement Carrières SAVIANE Frères implanté LA GRANDE ROCHE 21 510 BEAUNOTTE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières SAVIANE Frères
- LA GRANDE ROCHE 21 510 BEAUNOTTE
- Code AIOT : 0005402361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière SAVIANE à Beaunotte est une carrière de pierres calcaires. L'inspection est la première depuis la publication du nouvel arrêté d'autorisation, correspondant à une extension de la carrière initiale.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- phasage / exploitation ;
- contrôle d'accès / clôtures ;
- plan topographique ;
- mesures de protection de la biodiversité ;
- aménagements préliminaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 1.8.1	/	Sans objet
3	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 1.8.2	/	Sans objet
7	Mesures relatives à la protection des espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 4.2.4	/	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 5.1.2	/	Sans objet
9	Déchets	Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 7.1.1	/	Sans objet
11	Gestion de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
12	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	/	Sans objet
13	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 1.5	/	Sans objet
4	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 3.3.2	/	Sans objet
5	Mesures relatives à la protection des espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 4.1.1	/	Sans objet
6	Mesures relatives à la protection des espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 4.1.2	/	Sans objet
10	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 8.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été relevée. Plusieurs non-conformités ont toutefois été constatées :

Les points principaux concernent l'insuffisance des garanties financières, la sécurité du public et la mise en œuvre des mesures de protection de l'Alyte accoucheur. Pour ces différents points, l'exploitant s'est engagé à :

- une mise en conformité courant mai pour les garanties financières ; des justificatifs de constitutions des garanties financières pour la phase 1 ont été transmis par courriel du 13/05/2023, la non-conformité a ainsi été levée suite à l'inspection ;
- une mise en conformité en octobre pour la canalisation des eaux de ruissellement, les travaux ne pouvant être engagés sur la période actuelle et jusqu'à fin septembre, période de fin de reproduction de l'espèce ;
- dès la fin de l'inspection, l'exploitant a mis en sécurité la partie la plus proche du chemin d'accès avec de la clôture en barbelé ; l'exploitant a indiqué pouvoir poursuivre les travaux de prolongement de la clôture ou réhaussement du merlon en septembre.

Le plan topographique est en cours de mise à jour et sera à transmettre à l'inspection dès qu'il sera disponible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement. <u>Phase / Période :</u> n°1 - de 0 à 5 ans <u>Montant des garanties :</u> 170 860 €
Constats : L'exploitant a présenté des garanties financières datées du 09/02/2022 pour un montant de 40 932 € pour la période 2022-2027. Ce montant correspond au renouvellement des garanties financières pour le site historique. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la constitution des garanties financières correspondant à la phase 1 de son nouvel arrêté d'autorisation. L'exploitant a transmis les justificatifs de constitution des garanties financières (acte de cautionnement solidaire) correspondant à la phase 1 par courrier du 24/05/2023.
Type de suites proposées : sans suites
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 1.8.1
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Ces consignes d'exploitations précisent :</p> <ul style="list-style-type: none">• les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;• les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;• l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;• les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>NON-CONFORMITE:</u> L'exploitant ne dispose pas de consignes d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 1.8.2
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un engin, un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;• les modalités de mise en oeuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. [...]
Constats : L'exploitant dispose de consignes de sécurité affichées dans un local sur le site. <u>NON-CONFORMITE :</u> Deux items sont manquants : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre.
Type de suites proposées : susceptible de suite
Proposition de suites : sans objet

N° 4 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le nettoyage, le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau (ou en pointe diamant) reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures. Le ravitaillement des engins peu mobiles (pelle sur chenilles) peut s'effectuer au-dessus d'un bac étanche permettant la récupération des éventuelles égouttures.
Constats : Il a été constaté lors de la visite sur le terrain la présence d'une aire étanche sur laquelle étaient stationnés plusieurs engins de chantier. A proximité, a été constaté la présence d'un décanteur séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N°5 : Evitement d'une zone cultivée fréquentée par l'Alouette Lulu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures relatives à la protection des espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La zone cultivée de 2,5 ha fréquentée par l'Alouette Lulu située à l'Ouest de l'extension Nord-Est, définie sur le plan en Annexe 4, est évitée. Toute exploitation (décapage, défrichage, stockage, circulation d'engins...) y est interdite. [...]
Constats : : Il n'a pas été constaté d'exploitation sur la zone cultivée de 2,5 ha fréquentée par l'Alouette Lulu située à l'Ouest de l'extension Nord-Est.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 6 : Mesure de protection d'espèces protégées – évitement de la bande des 10 mètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures relatives à la protection des espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les parties de la bande de 10 mètres définies sur le plan en Annexe 4 sont évitées pour préserver certaines stations d'espèces patrimoniales. Toute exploitation (décapage, défrichage, stockage, circulation d'engins...) y est interdite. [...] Les mesures d'entretien de la bande de 10 mètres, dans les périodes appropriées, sont adaptées à la présence des stations d'espèces patrimoniales.
Constats : Il n'a pas été constaté d'exploitation dans les parties de la bande de 10 mètres.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 7 : Mesure de protection de l'Alyte accoucheur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures relatives à la protection des espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute circulation de véhicule dans les flaques d'eau et dépressions inondées des zones minérales est interdite d'avril à septembre (période de reproduction de l'Alyte accoucheur). Les eaux de ruissellement doivent être canalisées vers des dépressions (fossés, mares) situées en marge des zones de circulation et de travail. Ces dépressions doivent être matérialisées par des blocs rocheux. Tous travaux de remaniement des dépressions sont interdits entre les mois de mars et août, tant que de l'eau y est présente, pour limiter la destruction et la perturbation d'individus.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de flaques d'eau et de dépressions inondées sur l'emprise de la zone d'exploitation de la phase 1. Aucun véhicule n'a été vu en train de rouler dans ces flaques et dépressions. A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis des photos montrant la protection des principales dépressions inondées par des blocs rocheux. <u>NON-CONFORMITE :</u> La mesure de protection de l'Alyte accoucheur consistant à canaliser les eaux de ruissellement vers des dépressions (fossés, mares) situées en marge des zones de circulation et de travail n'est pas mise en œuvre. L'exploitant a indiqué être en mesure de réaliser les travaux de remaniement des dépressions à l'issue de la période d'interdiction, à partir du mois de septembre.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

N° 8 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit en limite de propriété et de l'émergence (ZER1, ZER2) est effectuée au plus tard six mois après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans pendant le fonctionnement de l'installation.
Constats : <u>NON-CONFORMITE</u> : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas mis en oeuvre la mesure de bruit qui devait être réalisée avant le 08 avril, soit 10 jours avant l'inspection. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec l'ENCEM pour la réalisation de mesures de bruit. Celles-ci pourraient avoir lieu au cours du mois de juin.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

N° 9 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 7.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets dans la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entreposage de déchets dangereux ou non dangereux sur la carrière est interdit. Les déchets générés, hors déchets d'extraction, sont évacués le jour même.
Constats : <u>NON-CONFORMITE :</u> Il a été constaté la présence de plusieurs déchets de ferrailles, de deux machines avec l'inscription "HS", et de deux pneus sur l'emprise de la carrière "historique". Ces déchets devront être évacués dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

N° 10 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2022, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant le plan de phasage en Annexe 2 au présent arrêté en 6 phases quinquennales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier de demande d'autorisation susvisé. Les travaux de découverte sont menés au fur et à mesure de l'exploitation. La remise en état est coordonnée avec l'exploitation et se poursuit pendant 6 mois supplémentaires après la fin de la phase d'extraction des matériaux.
Constats : L'état d'avancement de l'exploitation constaté le jour de l'inspection correspond au plan de phasage prévu.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet


N° 11 : Plan topographique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. (14.1 : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.). <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection un plan topographique de la carrière daté du 04/12/2020. Le plan transmis correspond à la carrière historique. Il ne comprend pas l'extension qui fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/10/2022.</p> <p>Le jour de l'inspection, le bureau d'étude D-tection était présent avec un drone afin de mettre à jour le plan.</p> <p>DEMANDE DE COMPLEMENTS : Il est demandé à l'exploitant de transmettre la mise à jour de son plan topographique avec l'ensemble des éléments requis à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994, notamment en veillant à intégrer les éléments mal identifiés ou manquants dans le plan actuel : la bande des 10 mètres, la limite d'autorisation, l'orientation, l'identification des fronts de taille et des zones de stockage, les zones remises en état et les zones en cours d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

N° 12 : Panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Panneaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Il a été constaté la présence des panneaux requis aux deux entrées du site : entrée du site "historique" et entrée de l'extension. Les panneaux comprennent les informations requises sauf pour l'entrée du site "historique". <u>NON-CONFORMITE :</u> Le panneau de l'entrée du site "historique" n'a pas été mis à jour avec la date et la référence du nouvel arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

N° 14 : Interdiction d'accès et signalement du danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières,- d'autre part, à proximité des zones clôturées. [...]
Constats : <p>L'accès au site est fermé par une barrière en dehors des heures ouvrées. Des pancartes signalant le danger ont été constatées à plusieurs endroits du périmètre de la carrière. L'accès à la partie du site en cours d'extraction est fermé par une clôture en barbelé le long du chemin d'accès et par un merlon sur la partie en vis-à-vis du champ cultivé. Le merlon est d'une hauteur d'environ 1 mètre. La hauteur de ce merlon n'est pas suffisamment dissuasive.</p> <p>NON-CONFORMITE : La hauteur du merlon n'est pas suffisamment élevée pour être dissuasive et ainsi limiter l'accès efficacement à la zone en cours d'extraction. Le merlon doit être soit réhaussé soit complété par une clôture.</p> <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis des photos montrant la mise en sécurité de la partie la plus proche du chemin d'accès, perpendiculairement à ce dernier, via une prolongation de la clôture sur le merlon en vis-à-vis du champ cultivé sur une longueur d'environ 10 mètres aux dires de l'exploitant. L'exploitant a indiqué pouvoir poursuivre les travaux de prolongement de la clôture en septembre, lors de son retour sur le site. En effet, la carrière n'est exploitée que ponctuellement. La dernière période d'exploitation était du 3 avril au 3 mai.</p> 
<p>L'inspection rappelle à l'exploitant que la limitation des accès doit être réalisée sans attendre la reprise de l'exploitation, l'accès (volontaire ou involontaire) au site par des personnes étrangères à l'exploitation pouvant avoir lieu à tout moment, et plus particulièrement durant l'absence de personnel sur site.</p>

Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet